

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Les femmes en première ligne dans ce combat commun

Cherolle MISSOUKI
Libreville/Gabon

LA Journée internationale des droits des femmes résonne cette année au son de la pandémie de Covid-19. Depuis l'apparition du virus, certains gouvernements dont celui du Gabon, filent une métaphore guerrière pour décrire la crise sanitaire. Et, face au coronavirus, les femmes occupant une grande partie des postes à risque, et devant se charger d'une grande part du travail domestique, se retrouvent en première ligne dans la lutte contre cette pandémie.

Infirmières, aides-soignantes, assistantes maternelles, femmes de ménage, caissières : la crise sanitaire a mis en lumière l'importance des femmes dans plusieurs métiers, notamment de

la santé et de la vente. Secteurs essentiels durant cette année d'épidémie durant laquelle confinement et mesures restrictives ont impacté de nombreuses sociétés.

"Tout au long de la crise de la Covid-19, les femmes ont maintenu à flot des sociétés entières : majoritaires parmi les travailleurs de première ligne, elles ont permis de soutenir les systèmes de santé, tout en assumant avec courage des responsabilités supplémentaires au sein de leur foyer, où elles se sont occupées des personnes malades et des enfants privés d'école. Elles ont fait en sorte que les centres d'accueil puissent rester ouverts aux femmes victimes de violences, et elles ont littéralement gravi des montagnes pour distribuer des moyens de contraception", déclare le Dr Natalia Kanem, directrice exécutive de l'UNFPA

dans son discours à l'occasion de cette Journée dédiée à la femme.

Ce rôle, presque surdimensionné, qu'ont endossé les femmes, a ainsi contribué à assurer la sécurité et la résilience de leurs communautés face au Covid-19 et cela parfois au péril de leur vie. On se souviendra du décès de cette jeune infirmière survenu à Libreville parce qu'elle voulait servir malgré les risques liés à la pandémie.

À l'échelle mondiale, les femmes représentent 70 % des travailleurs de première ligne dans les secteurs de la santé et des services sociaux, dont les infirmières, les femmes de ménage et les blanchisseuses. Mais malgré leur importance vitale, ces métiers sont pourtant peu valorisés dans notre société. Une situation qui devrait interpeller les autorités gabonaises.



Photo : Felicien Ndong

Une infirmière symbolisant la contribution des femmes durant la pandémie.

Vulnérables mais résilientes face au Covid-19

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

LA crise sanitaire liée au Covid-19 que traverse le Gabon depuis un an a entraîné de nombreux changements dans la vie des femmes. La santé le bien-être social et économique des femmes pâtissent lourdement de la pandémie.

En effet, la mise en place de nombreuses mesures restrictives visant à lutter contre la pandémie dans notre pays a accru la vulnérabilité des couches sociales faibles. Les femmes exerçant pour la plupart dans le secteur formel ou informel ont dû définitivement ou temporairement cesser leurs activités (restaurants et autres commerces). Une situation qui a des conséquences sur leur indépendance financière et accélère la féminisation sous-jacente de la pauvreté, conduisant à un déséquilibre des forces qui les rend plus vulnérables.

Par ailleurs, les mesures de confinement ont également favorisé une augmentation de la violence, de la maltraitance et du harcèlement. Les femmes vivant avec un partenaire violent se sont vues contraintes de se confiner avec lui. Mais face à tous ces travers,



Photo : Sveltana Ntsame Ndong

Malgré les restrictions sanitaires liées au Covid-19, de nombreuses femmes continuent de se battre pour la survie de leurs activités.

nombreuses sont ces femmes qui refusent de s'avouer vaincues. Avec cette crise du coronavirus qui continue de fragiliser les économies mondiales, plusieurs acteurs féminins n'ont cessé de multiplier leurs efforts pour arrimer leurs activités génératrices de revenus à la nouvelle donne. Plusieurs d'entre elles aujourd'hui font notamment preuve d'ingéniosité en se réorganisant mieux. Au Gabon, des propriétaires de bars restés longtemps fermés ont dû les transformer en restaurants afin de relancer leurs commerces. Il en va de même dans plusieurs autres secteurs d'activité (coiffeuse, dame de ménage, commerçantes, etc.) où, malgré la pandémie, les femmes continuent de se battre au quotidien pour vaincre la pauvreté

Pouvoir et parité en politique : ce n'est pas pour demain...

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

QU'ON ne se leurre point. Une femme, Rose-Christiane Ossouka-Raponda, Première ministre, n'est en rien un indicateur de parité et autre égalité genre. Tout au plus une promotion de la gent féminine à des fonctions de décision. Histoire de conforter une décennie décréée pour la période 2015-2025 et à elle dédiée.

De fait, le récent rapport du secrétaire général des Nations unies est clair : "(...) les femmes restent sous-représentées dans la sphère publique et les postes de décision". Pour s'en rendre compte sur le plan local, il suffit d'un petit coup d'oeil à la liste du gouvernement, des institutions constitutionnelles et autres administrations. On compte ainsi 11 femmes ministres sur 33 au gouvernement

Ossouka-Raponda. Et encore, combien sont-elles ministres d'État ? Ou occupent des portefeuilles pleins ? À la Cour constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo préside et Lucie Milebou Aubusson-Mbousou a été réélue à la tête du Sénat avec une chambre haute comptant 17 sénatrices sur 67. De quoi nuancer le constat du rapport de l'Onu ? Pas si sûr ! Côtés députés, 20 femmes (moins une, elle est décédée l'année dernière) sur 143, siègent à l'Assemblée nationale. Pour ce qui est des institutions judiciaires, on a bien une femme présidente de la Cour de cassation. Quelques autres, ici et là, occupent des postes de responsabilité dans certaines administrations. Est-ce suffisant pour bomber le torse ? Oui, si on s'en tient à une certaine loi N° 9/2016 fixant (à 30%) les quotas d'accès des femmes aux emplois supérieurs de l'État.

Une loi qui semble s'être imposée aux gouvernants pour combler la sous-représentativité des femmes aux postes de responsabilité. Sauf que ces 30 % ne sont pas toujours acquis lorsque ce n'est pas la qualité des postes confiés à ces dames qui fait défaut.

Pourtant souligne l'Onu femmes sur son site officiel, la participation pleine et effective des femmes et leur accès aux fonctions de direction dans tous les domaines de la vie favorisent le progrès pour toutes et tous. Alors qu'est-ce qui coince ? Pourquoi ne confie-t-on pas plus de responsabilité aux femmes du Gabon ? Sont-elles frileuses ? Ne leur fait-on pas suffisamment confiance ? À moins que la rareté des femmes aux compétences avérées soit la raison d'être de cet état des faits. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas pour demain la parité politique au Gabon.

Le Gabon au rendez-vous de l'Histoire pour ses citoyennes

Par Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA*

Notre pays a toujours considéré, historiquement, le sujet de l'égalité comme un enjeu majeur pour le développement des droits humains et pour le progrès économique. Piliers de la vie culturelle, de nos foyers, de nos communautés, de notre concorde nationale, les femmes constituent au Gabon les maillons essentiels de notre vivre-ensemble.

L'égalité entre les femmes et les hommes a particulièrement été consacrée par le Président de la République, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, qui a décrété la Décennie de la Femme Gabonaise en 2015. Cette conviction forte du Chef de l'État, quant à la place centrale des femmes dans notre pays, a engagé les institutions gabonaises dans un travail d'intensification de la promotion et la protection des droits de la femme, et de renforcement de leur autonomisation.

Néanmoins, d'importantes inégalités juridique, sociale et économique subsistent, auxquelles nous devons accepter de nous confronter.

La scolarité de nos filles est ainsi toujours fortement affectée par les grossesses précoces qui concernent 1 fille sur 2, entre 15 et 19 ans. 78 % de ces dernières deviennent élèves-mères à 19 ans. 90 % des victimes de violences sexuelles sont des femmes et 83 % des victimes de violences économiques sont aussi des femmes. Tout comme les femmes sont encore deux fois plus touchées par le VIH/SIDA que les hommes.

À la lueur de ces chiffres inacceptables, des travaux menés, résultats d'un processus de concertation de plus d'un an entre acteurs publics, privés et associatifs, ont contribué à soutenir le Gouvernement dans la définition d'un plan d'action inédit et historique, en faveur de la promotion des droits de la femme et de la réduction des inégalités hommes-femmes.

Alors que la place tenue par les femmes s'est révélée à la fois essentielle et fragilisée face à la Covid-19, sur notre continent comme partout dans le monde, le Gabon fait ainsi le choix courageux en 2021 de miser sur l'égalité des genres pour renforcer son pacte social.

FONDEMENTS DE L'ÉGALITÉ. Condition nécessaire vers le chemin de l'égalité concrète et de cette résilience, la lutte contre les violences faites aux femmes doit en être considérée comme l'un des piliers. Les violences basées sur le genre constituent une atteinte grave aux droits fondamentaux. Leurs conséquences sur la vie économique et sociale sont multiples, diffuses, parfois inexprimables, et sont un frein au fonctionnement efficient de notre pays.

Toutes les données, pourtant, s'accordent à confirmer qu'une égalité accrue entre les hommes et les femmes renforce l'adaptation des sociétés face aux risques de fragilité. Il s'agit alors de s'attaquer à ces facteurs pour permettre aux femmes de s'affirmer dans leurs droits et d'exprimer leurs pleins potentiels.

Aussi, ce pacte social auquel nous sommes particulièrement tous attachés, ne saurait-il s'accommoder de certaines formes de violences ou de droits formels pas toujours réels. Car, si la législation gabonaise a fait des progrès significatifs en matière de lutte contre les atteintes aux personnes, l'égalité de fait est encore bien loin dans nos quotidiens.

De trop nombreuses femmes sont encore discriminées et ne peuvent jouir pleinement de leurs droits.

Lutter contre ces discriminations est, entre autres, le sens de l'engagement et de l'action du Gouvernement.

Les projets de loi et les mesures sur lesquels nous travaillons, se proposent de généraliser l'éducation à l'égalité, de renforcer la prise en charge médico-sociale des femmes, d'assurer une justice plus protectrice à leur égard, en définitive, de poser plus concrètement les fondements de



La cheffe du gouvernement, Rose Francine Ossouka Raponda, prêtant serment

l'égalité.

Ces projets de lois détermineront, pour la première fois, les principes et les objectifs d'une approche intégrée de l'égalité, s'appuyant sur des mesures spécifiques fortes. Celles-ci concernent notamment la lutte contre la déscolarisation précoce des jeunes filles avant l'âge de 16 ans, l'obligation de prendre en charge sans délai les victimes de violences, la gratuité du certificat médical délivré par les professionnels de santé, ou encore, l'autorisation de divorce par consentement mutuel.

Ainsi, la modernisation de notre corpus juridique vient répondre à des problématiques actuelles concernant les femmes.

Nous continuerons ces prochains mois d'être mobilisés avec l'ensemble des acteurs, dont nous saluons le travail remarquable, et qui œuvrent au quotidien pour protéger les femmes partout sur le territoire. Ces femmes qui sont nos mères, nos sœurs, nos filles. Éduquer, prévenir, protéger, sanctionner, seront les condi-

tions indispensables pour aider à faire face aux injustices collectives. Nous n'aurons de cesse d'agir et, pour cela, nous nous appuierons sur tous les leviers tant dans la sphère privée que dans l'espace public.

C'est l'engagement du Gouvernement, et c'est ma ferme détermination, non seulement, en tant que femme, mais aussi, en tant que Premier Ministre.

* Premier Ministre, Chef du Gouvernement



**Marc-Henri
Dia Jérémy
MEZUI METHOGO M'EKOUA**

22 Octobre 2010 - 26 Janvier 2021

A l'occasion des 40 jours de la naissance au ciel de leur fils, petit-fils et frère, la famille METHOGO M'EKOUA vous remercie très affectueusement et sincèrement de toutes les marques de sympathie que vous leur avez témoignées pendant ces moments douloureux.